COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,30F.

SAMEDI 24 JUILLET 1976

EDITORIAL

GUADELOUPE

des réfugiés exigeants : ils ont raison

Depuis l'organisation des centres de réfugiés, il est fréquent d'entendre par ci par là certaines critiques à l'égard de la population hébergée. Là, on aurait réclamé du vin à table, ailleurs la télévision. Et certaines personnes de s'effusquer du fait que la population déjà prise en charge pour le logement, soit trop exigeante.

Tout d'abord, il faut savoir que la population qui se trouvait ou se trouve encore dans les centres, est essentiellement une population de travailleurs, de petits paysans qu'on a laissée dans l'ignorance des risques réels qu'elle encourrait depuis le mois de mars, par manque de spécialistes et de matériel technique pour l'étude sérieuse du volcan. Cette population a bien été obligée, sans réparation aucune, de se réfugier tant bien que mal dans les communes dites "d'accueil". Qu'elle exige maintenant de l'administration d'être bien "accueillie" avec le minimum de confort, cela est tout à fait normal. Le gouvernement aurait dû prévoir tout cela beaucoup mieux.

Les gens de la dite "bonne société", les gens aisés, n'ont pas eu ce genre de problème. Car eux ont pu se réfugier dans de confortables villas, où évidemment ils ne manquaient de rien.

Par contre, les mêmes gens voudraient que les pauvres, les plus démunis, se contentent de miettes et d'inconfort. Pourquoi serait-ce toujours à ceux-là à payer les pots cassés ? S'ils sont exigeants, ils ont raison de l'être. Si les pauvres étaient plus exigeants, beaucoup de choses auraient déjà changé.

Mais nous vivons dans une société où la morale officielle tend à justifier la pénurie des uns et l'opulence des autres et à la considérer comme normale, alors évidemment quand ceux qui n'ont rien exigent plus, voilà qui gêne les tenants de la morale bourgeoise, bourgeois et petits bourgeois aisés, qui ne peuvent supporter l'idée de voir les pauvres sortir un jour des limites dans lesquelles on voudrait les voir définitivement confinés.

martinique AU FESTIVAL CULTUREL: UN FILM DE MED HONDO: LES BICOTS NEGRES

Ce film sur la condition des travailleurs émigrés africains à Paris, est surtout un reportage militant et politique. Il montre bien la réalité de la vie misérable des travailleurs émigrés en France, relégués dans les travaux les moins payés et entassés dans des foyers-casernes où ils sont parqués comme des bêtes.

Mais, ces travailleurs émigrés, et en particulier africains, sont entrés en lutte et pendant plus d'un an ont mené une grève des loyers pour exiger de meilleures conditions d'hébergement. Ce sont donc ces travailleurs qui parlent et expliquent leur lutte, soutenus par certaines organisations de gauche et d'extrême gauche fran-

çaises. Les idées de l'auteur : il s'affirme pour le socialisme et pour l'unité des travailleurs de tous les pays et notamment des travailleurs français et émigrés.

Un bon film qui mérite d'être vu.

.....
Nous engageons tous nos lecteurs et sympathisants à suivre les spectacles du festival culturel et notamment les films qui sont projetés le soir. Ce sont des films politiques sur le Chili, les Palestiniens, la Chine etc... qui sont particulièrement intéressants.

MARTINIQUE

Dragages (F.de.F.): dé- brayage victorieux

Lundi dernier, les travailleurs de Dragages ont fait reculer les patrons de cette entreprise après environ une heure de débrayage. En effet, depuis quelque temps, les patrons s'appliquaient à rogner tous les acquis des travailleurs, c'est ainsi qu'ils supprimèrent aux conducteurs d'engin leur prime de salissure, tandis qu'ils lanternaient certains travailleurs qui réclamaient la construction de vestiaires. Mais ce qui fit déborder le vase, ce sont les propos arrogants d'un petit chef vis à vis des travailleurs et de leurs délégués syndicaux. A la suite de leur grève, les travailleurs de Dragages ont obtenu satisfaction sur toute la ligne. Ils ont arraché le paiement de la prime de salissure, la construction du local et le paiement du temps de grève.

Victoire donc des travailleurs grâce à la lutte.

GUADELOUPE

des réfugiés refusent de regagner matouba

IL FAUT RESPECTER LEURS SENTIMENTS

Après l'ordre de retour lancé sans ménagement par le préfet aux réfugiés, certains, comme ceux venus de Matouba, se trouvant maintenant dans un centre à Baie-Mahaut, ont refusé de regagner leur foyer. Ces familles craignent encore les tremblements de terre qui, disent-ils, sont encore nombreux et vivement ressentis surtout à Matouba. Ils ont expliqué leur position dans une lettre adressée au préfet, et ont constitué un comité.

Certes, en ce qui concerne les risques d'éruption violente, les spécialistes, sous la direction d'Haroun Tazieff, ont pu en déterminer l'ampleur. Il n'y aurait-ils conclu, aucun danger immédiat. Si nous pouvons avoir une certaine confiance en l'avis de ces scientifiques, nous devons aussi comprendre les craintes et les angoisses de la population résidant sur le flanc du volcan.

Effectivement, si il faut à cette population, parce que le préfet l'a décidé, rejoindre son lieu d'habitation et y vi-

Suite page 2

COMBAT OUVRIER BI-HEBDOMADAIRE NE

PARAITRA PAS EN AOUT.

Combat ouvrier bi-hebdomadaire ne paraîtra pas durant le mois d'août. Par contre, nos lecteurs pourront lire le mensuel qui lui paraîtra pendant le mois d'août. Il sera en vente normalement dans les librairies et les boutiques.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
8^{ème} supplément au mensuel N° 63

guadeloupe. des réfugiés... suite

vre constamment dans la psychose d'une éventuelle éruption et dans l'inquiétude permanente, il vaut mieux encore que lui soit laissée la possibilité de vivre pendant quelque temps au moins, loin des risques éventuels, dans les centres en principe prévus à cet effet. Les craintes de la population sont légitimes, il faut les respecter et lui donner les moyens de vivre décemment dans ces centres.

Ceux qui ont eu les moyens d'acheter terrain, villa ou appartement, ont pu s'éloigner des risques et quitter peut être définitivement la région.

Quant aux plus démunis, aux travailleurs, aux paysans, ils seraient, eux, obligés, contre leur volonté d'aller vivre dans une zone qu'ils considèrent comme dangereuse.

Danger ou pas, à la population elle-même de décider si elle doit regagner la région volcanique ou en rester encore éloignée. Il faut obliger le préfet à respecter cette volonté.

SOFROI : RIMBAUD reçoit les grévistes.

Jusqu'à jeudi, la grève à la SOFROI a été totale, malgré les tentatives faites par la direction pour démoraliser les travailleurs.

Jeudi matin, ceux-ci ont décidé de reprendre le travail et de se mettre en grève par la suite s'ils n'avaient toujours pas satisfaction.

Jeudi matin, le moral était encore très bon, et les travailleurs n'étaient pas décidés à reculer. D'ores et déjà, Rimbaud a dû faire marche arrière. Ce monsieur faisait l'autogant et refusait de discuter avec les employés en grève. Pourtant, jeudi matin, c'est bien lui qui a demandé aux délégués de venir recevoir les revendications.

Déjà les employés de la SOFROI montrent que leur détermination et leur lutte obligent le patron à ravalier le mépris qu'il a pour eux.

Il s'agit encore pour eux de le faire céder sur les revendications qu'ils avaient avancées; en reprenant s'il le faut la lutte.

FRANCE

baisse sur le franc : la menace de crise est toujours là

Depuis quelques jours, le Franc accuse une baisse de plus en plus importante. A tel point que le gouvernement a décidé d'augmenter le taux d'escompte afin de freiner la circulation de monnaie et ralentir ainsi les sorties de capitaux.

La perte de valeur se montait jeudi matin à 4% pour quinze jours.

Le ministre de l'économie Fourcade, a démenti toute intention du gouvernement de procéder à une dévaluation. Mais on sait que souvent chez ces ministres les démentis signifient le contraire de ce qu'ils disent.

Quoi qu'il en soit, la situation monétaire reste donc très précaire. Les affirmations réitérées de Giscard et autres sur la reprise n'ont rien changé aux faits. Le Franc est malade et cela tout comme l'ensemble du système monétaire international. Depuis que l'on parle de reprise économique en France les prix n'ont cessé eux de grimper et cette inflation continue à peser sur toute la vie économique et sociale.

Face aux baisses successives du Franc et aux menaces de spéculation rendues plus intenses par la perspective d'une possible dévaluation, le gouvernement français procède à des manipulations purement techniques, jouant par exemple sur l'augmentation des taux d'escompte ou injectant de l'argent pour soutenir sa monnaie.

Alors que l'une des solutions serait la mise sur pied d'un contrôle effectif des changes. Contrôle qui interdirait toutes formes de spéculation sur la monnaie et s'appliquerait rigoureusement aux financiers, banquiers et autres qui sont pour beaucoup dans ces trafics sur la monnaie.

Le gouvernement fait la chasse aux petits spéculateurs, mais ignore carrément les formes les plus importantes de cette spéculation.

Pour y mettre fin, il faudrait précisément faire ce que l'état des capitalistes ne peut admettre, exercer un contrôle des travailleurs pour freiner et interdire cette spéculation. Contrôle qui est rendu possible par la présence des travailleurs à tous les échelons de la production. Cette nouvelle flambée sur le Franc sera-t-elle simplement passagère ou s'agit-il d'une affaire sérieuse? Il est difficile de répondre à cela. En cette matière, pourtant déterminante pour les hommes, on n'est réduit à suivre les faits, toute prévision étant par la nature même du système impossible.

En tous cas ces alarmes sur le Franc nous rappellent, s'il en était encore besoin, que, contrairement à ce qu'avance l'optimisme officiel, on est bien sous la menace d'une crise qui peut éclater à n'importe quel moment. Les travailleurs plus que jamais auront à tenir compte de cela. Ils devront se préparer à contrer les tentatives des patrons de s'attaquer à leur niveau de vie, pour mieux faire face à la crise.

Stirn en Réunion : un voyage inutile.

Le secrétaire d'état responsable des dernières colonies françaises n'arrête pas de voyager. Après la Guadeloupe où il s'était rendu pour voir "sur place" les problèmes liés à l'activité de la Soufrière, le voilà à la Réunion pour y préparer l'arrivée de Giscard. Il prétend y aller pour étudier, toujours "sur place" les problèmes réunionnais et faciliter ainsi les mesures que pense prendre Giscard pour les résoudre. Décidément les Stirn et Giscard se moquent vraiment des populations des dernières colonies françaises, baptisées département. Depuis des années la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, sont devenues DOM

et la situation économique n'a pas cessé d'y être catastrophique.

Cela, le gouvernement le sait bien et il n'y a pas besoin de venir sur place pour s'en rendre compte. Les multiples voyages du président de la République et de ses ministres en Guadeloupe et Martinique n'ont jamais rien changé à la situation de ces pays. Il en sera de même du voyage de Stirn et de Giscard en Réunion. Ils iront de leurs plus belles promesses, mais rien de bien sérieux ne pourra en sortir pour les Réunionnais.

En fait au travers de ce voyage, ce sont les élections futures que préparent les hommes du gouvernement.

MARTINIQUE

Robert : LES ELOGES DE LA CITE
DE LACROIX DEPUTES EN JUSTICE.
LE COMBAT CONTINUE.

Voilà un peu plus d'un mois que le procès opposant le comité de défense des délogés de la cité Lacroix à la SIMAG auprès la municipalité du Robert a eu lieu. Après 8 ans de conflit, le jugement est rendu: les plaignants sont déboutés.

Personne ne sera surpris de ce que la justice coloniale ait penché pour une société immobilière comme la SIMAG, ou une municipalité réactionnaire comme celle du Robert qui avaient expulsé par d'odieuses méthodes, des habitants.

Mais si les membres du comité de défense ne se faisaient pas trop d'illusions ils ne sont pas prêts à en rester là. Ils sont plus que jamais décidés à mener leur action jusqu'au bout et à dénoncer les méthodes de la municipalité et de la SIMAG. Pour eux donc, la lutte continue.

ACHETEZ

COMBAT OUVRIER MENSUEL N° 63

COMBAT OUVRIER BI HEBDOMADAIRE

PASSERA A 0,50 F

En raison de l'augmentation des frais liés à la fabrication de Combat Ouvrier, nous sommes dans l'obligation de réajuster le prix de vente du journal.

A partir de septembre, le supplément bi-hebdomadaire de Combat Ouvrier sera vendu au prix de 0,50 F.

Nous remercions d'avance nos amis lecteurs pour leur compréhension, et comptons bien sûr sur leur fidélité.

LA DIRECTION DE C.O.